



LE DEVOIR

Vol. CIII N° 299

LE DEVOIR, LE JEUDI 3 JANVIER 2013

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

MUR BUDGÉTAIRE

La vraie bataille n'a pas encore eu lieu



SPENCER PLATT AGENCE FRANCE-PRESSE

Les marchés ont laissé éclater leur joie après avoir appris que la première économie mondiale n'avait pas frappé le fameux mur dont on parlait depuis presque deux ans. La Bourse de New York (ci-dessus) a bondi de 2,5%, celle de Londres de 2,2%, celle de Francfort de 2,6%, et celle de Hong Kong de 2,9%, alors que celle de Toronto s'est contentée d'une remontée plus modeste de 0,9%.

Démocrates et républicains fourbissent déjà leurs armes pour la nouvelle échéance, fin février

ÉRIC DESROSIERS

L'entente de dernière minute arrachée par Barack Obama à la majorité républicaine de la Chambre des représentants ne représente qu'un bien « petit pas » dans les efforts visant à éviter que leur pays ne fonce dans le mur budgétaire. Ce mur n'a été finalement repoussé que de quelques semaines, qui s'annoncent aussi si non plus tendues que les derniers mois.

Le cœur des Américains et des marchés balançait entre le soulagement et le tourment mercredi après l'adoption *in extremis*, la veille, à Washington, d'un compromis notamment sur une réforme fiscale. Pendant que les marchés du monde entier repartaient à la hausse, les deux camps politiques fourbissaient déjà leurs armes au Congrès américain en prévision de leur prochain affrontement, dont la nouvelle échéance est la fin du mois de février.

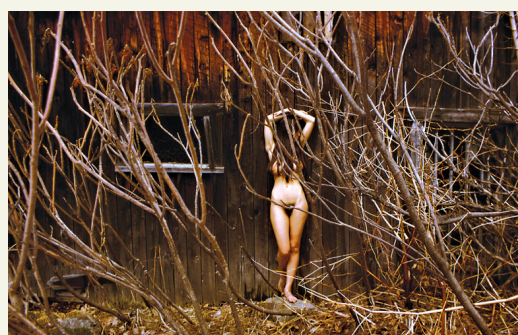
Le Fonds monétaire international (FMI) a résumé la situation en se « réjouissant » des mesures prises par le Congrès pour empêcher la mise en marche automatique, le 1^{er} janvier, de toute une série de hausses d'impôts et de compressions de dépenses. L'inaction du Congrès devant ce phénomène, surnommé le « mur budgétaire », « aurait fait capoter la reprise écono-

« J'ai peur qu'en rétrospective, les dernières semaines apparaissent comme un pique-nique en comparaison avec ce qui nous attend les prochains mois »

VOIR PAGE A 8 : BATAILLE

Lire aussi : L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon : Le calvaire perdure. Page A 6

AUJOURD'HUI



Culture › Guy Borremans s'éteint. Autodidacte, il fut l'un des photographes majeurs du XX^e siècle canadien. Page B 8

Les sports › Lockout dans la LNH. La ligue et les joueurs étudient différents scénarios. Page B 6

Idées › La Suède et le Québec qu'elle nous inspire. Dominic Champagne, Pascale Navarro, Miriam Fahmy, Paul St-Pierre-Plamondon et Geneviève Dorval-Douville ont exploré le modèle suédois. Page A 7



Avis légaux..... B 5
Décès..... B 4
Météo..... B 2
Mots croisés..... B 2
Petites annonces..... B 4
Sudoku..... B 6

JOVETTE MARCHESSAULT 1938-2012

La dernière traversée

FRÉDÉRIQUE DOYON

Elle portait la voix des femmes, voulait écrire leur histoire. L'artiste québécoise Jovette Marchessault, écrivaine, sculpteure, peintre autodidacte et féministe, est décédée le dernier jour de 2012 à l'âge de 74 ans.

« Elle m'a appelée fin novembre pour me dire adieu, elle savait qu'elle s'en allait », a confié au *Devoir* la femme de théâtre Pol Pelletier, qui incarnait encore au printemps

un texte de M^{me} Marchessault, *La pérégrin chérubinique*, dans le cadre du Festival TransAmériques. En décembre, la metteuse en scène et comédienne charismatique organisait l'événement « Les présences de décembre », rendant hommage à deux piliers du mouvement des femmes mortes pendant ce mois, Hélène Pedneault et Louky Bersianik. Une autre vient de s'ajouter.

« Seigneur, seigneur, ne me laissez pas mou-

VOIR PAGE A 8 : MARCHESSAULT



Jovette Marchessault en 1983

TELE-QUEBEC

Le conflit syrien a fait plus de 60 000 morts, selon l'ONU

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Après plus de 21 mois sous les bombes, une funeste journée de plus en Syrie, mercredi, vient alourdir de plus d'une centaine de morts le bilan des 60 000 victimes recensées par l'ONU depuis le début du conflit.

Dans une analyse exhaustive rendue publique mercredi, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a publié les noms de 59 648 des victimes du conflit syrien. Ce bilan, probablement conservateur, surpasse en gravité celui dressé auparavant par les militants opposés au régime de Bachar al-Assad.

À l'odieux de ce rapport s'ajoutent une frappe sanglante à une station-service et l'annonce de l'enlèvement du journaliste indépendant américain James Foley, alors que rien ne laisse présager une résolution du conflit.

C'est la première fois que le bilan de l'ONU se fait plus pessimiste que celui de l'opposition au régime syrien, qui estimait jusqu'ici à 45 000 le nombre de morts.

Les experts indépendants de l'ONU ont comparé, sur la base de 7 sources différentes, incluant le régime syrien, 147 349 rapports de meurtres survenus entre le 15 mars 2011 et le 30 novembre 2012. Après 5 mois de travail, en

« Collectivement, nous avons laissé traîner les choses pendant que la Syrie brûlait »

VOIR PAGE A 8 : SYRIE

ACTUALITÉS



Il y a maintenant 13 jours que des manifestants autochtones ont bloqué la voie ferrée du CN à Sarnia, en Ontario, dans le cadre du mouvement Idle No More.

GEOFF ROBINS LA PRESSE CANADIENNE

Idle No More grandira en 2013, prédit un chef

Kamloops — Le président de l'Union des chefs autochtones de la Colombie-Britannique croit que le mouvement de protestation Idle No More gagnera en importance.

Le chef Stewart Phillip a également indiqué qu'il se préparait à une manifestation qui aura lieu samedi à l'important poste frontalier Peace Arch, au sud de Surrey, en Colombie-Britannique.

Selon lui, on reverra en 2013 des barrages comme ceux qui ont déjà été érigés en décembre dernier. Des manifestants ont bloqué la voie ferrée du CN à Sarnia, en Ontario, et d'autres ont arrêté pendant cinq heures la circulation sur le principal corridor de Via Rail entre Montréal et Toronto, dimanche soir dernier.

M. Phillip croit que le militantisme gagnera en importance en 2013, puisque les sympathisants du mouvement se battront contre la loi omnibus du gouvernement fédéral, mais se préoccupent aussi

de questions plus larges comme l'inégalité et des droits issus de traités.

Pamela Palmater, qui mène le mouvement Idle No More, prédisait mardi que les manifestations évolueraient pour inclure davantage d'actes de désobéissance civile, mais les appels à bloquer les postes frontaliers entre le Canada et les États-Unis n'ont pas reçu l'appui des organisateurs d'Idle No More.

Le mouvement de manifestations autochtones a pris de l'ampleur depuis qu'il a été lancé en appui à la chef Theresa Spence, qui jeûne depuis quatre semaines pour tenter d'obtenir une rencontre avec le premier ministre Stephen Harper. M^{me} Spence est chef de la communauté crie d'Attawapiskat, sur la rive ontarienne de la baie James, qui a connu l'an dernier une grave crise du logement et de santé publique.

La Presse canadienne

Ottawa simplifie l'exportation d'armes en Colombie

Ottawa — Ottawa a récemment modifié la loi pour que des fabricants canadiens d'armes interdites au pays puissent les exporter en Colombie, l'un des pays les plus violents de la planète. Le gouvernement Harper a discrètement allégé un embargo sur l'exportation d'armes d'assaut vers la Colombie, après avoir modifié la Liste des pays désignés en matière d'armes automatiques.

Ce changement, entré en vigueur le 13 décembre, permet aux marchands canadiens de vendre des armes automatiques et des chargeurs de grande capacité en Colombie, un pays luttant contre une insurrection vieille d'un demi-siècle. Ces produits sont interdits au Canada. «L'ajout de la Colombie à la liste offre de nouvelles opportunités commerciales en permettant aux résidents du Canada d'explorer et de soumissionner des contrats en Colombie pour des produits contrôlés par la liste», souligne une note du gouvernement, publiée en ligne mardi.

La nouvelle réglementation impose néanmoins des restrictions sur les permis requis pour l'exportation d'armes, y compris un examen fédéral au cas par cas.

Ottawa a récemment signé un controversé accord de libre-

échange avec la Colombie, qui est critiquée pour ses violations des droits de la personne et son émergence comme l'un des principaux producteurs de cocaïne de la planète.

La Colombie est toutefois en voie de reléguer son violent héritage aux oubliettes, en devenant un peu plus paisible, tout en développant l'une des économies à la croissance la plus rapide des Amériques.

Les négociations entourant l'accord de libre-échange entre le gouvernement Harper et la Colombie ont suscité l'opposition de groupes de défense des droits de la personne, mais l'entente a finalement été signée en 2011.

La Colombie a ainsi rejoint une liste qui comprend les 27 alliés canadiens au sein de l'OTAN, l'Australie, la Finlande, la Nouvelle-Zélande, l'Arabie saoudite, la Suède et le Botswana, où les armes canadiennes interdites au pays peuvent être vendues.

Malgré sa croissance économique, la Colombie continue de souffrir d'importantes violations des droits de la personne. Par exemple, il s'y tue plus de leaders syndicaux que partout ailleurs sur la planète.

La Presse canadienne

QUÉBEC

Le 31 décembre sur Grande Allée : fête locale ou attrait touristique ?

ISABELLE PORTER
à Québec

Il faudra attendre des semaines avant de mesurer l'impact touristique des festivités du 31 décembre sur la Grande Allée. Mais en attendant, les avis sont partagés sur la provenance des fêtards.

Le patron du resto-bar Le Savini, James Monti, est formel. La fête du 31 sur Grande Allée est devenue une tradition qui rayonne à l'extérieur. «Ça a été magnifique. De loin la plus achalandée. La demande, surtout pour des gens qui venaient de l'extérieur, était vraiment forte.»

Ses clients, dit-il, venaient de Montréal, Laval, la région de Toronto, l'Ontario, New York, Boston. Pour se fondre dans la fête, son restaurant avait aménagé un bar de glace à l'extérieur. «On avait tellement de monde qu'il nous aurait fallu dix bars pour servir tout le monde!», raconte-t-il, enthousiaste.

André Verreault, qui organise l'événement au nom des commerçants, est du même avis. «C'est un événement porteur pour le tourisme», affirme-t-il. Pendant les jours précédant la fête, il dit aussi avoir croisé des étrangers qui venaient spécialement pour la fête du 31.

À l'hôtel Château Laurier, les affaires ont aussi été très bonnes, mais la clientèle demeure largement locale. «On



SETH WENIG AP

L'organisateur des fêtes du 31 décembre a déjà déclaré vouloir faire de la Grande Allée le prochain Times Square.

avait beaucoup de gens de Montréal, des Cantons de l'Est, de Sherbrooke, mais la majorité, c'est vraiment de la ville de Québec», a expliqué la directrice adjointe à la réception, Caroline Drolet. Elle ajoute avoir vu passer beaucoup d'Européens et de Français «parce qu'on est dans la haute saison de la motoneige» et qu'il y avait «quelques Espagnols».

Alors que l'an dernier, certaines chambres étaient vides, tout était réservé cette année. Selon elle, l'événement se fait connaître «de plus en plus» et cela a un «impact important» sur l'achalandage.

Au Louis-Hébert aussi, on a vu surtout des gens d'ici. «Je faisais le bar à l'extérieur du resto ce soir-là, et c'était une très grande clientèle locale», d'expliquer Catherine Laferrière, qui est serveuse dans ce restaurant.

Au restaurant le Continental, qui est situé à l'extérieur de la zone, mais à distance de marche, les célébrations du 31 n'ont pas eu d'impact. «Ça ne nous affecte pas du tout», dit le propriétaire Sylvain Pageau. «L'achalandage, on ne le voit pas.»

Il ajoute que c'est la clientèle «locale» qui a permis au restaurant «de passer un bon mois». «On a un bon noyau de clientèle locale, alors même si c'est tranquille touristiquement, on s'en sort bien.»

Grande mobilisation

La Ville et les milieux d'affaires se sont beaucoup mobilisés depuis 2009 pour créer un produit d'appel touristique avec les fêtes du 31 décembre sur Grande Allée.

Cette année, on offrait aux fêtards une prestation de Boy George, qui fait désormais office de DJ. On a fait exploser des feux d'artifices, exposé moult décorations, et la grande roue était de retour.

Le principal ajout par rapport à l'an dernier est l'agrandissement du site devant le Manège militaire par l'ajout d'une nouvelle

scène dédiée à la musique traditionnelle.

La Ville à elle seule investissait 250 000 \$ dans l'aventure, un ajout par rapport aux autres années, puisque 510 000 \$ avaient suffi à financer les trois fêtes précédentes. Selon M. Verreault, «plusieurs dizaines de milliers de personnes» ont clôturé l'année 2012 sur Grande Allée. Sur son compte Twitter, Boy George parlait de 25 000 personnes.

Interrogé sur l'impact touristique, M. Verreault s'en remet à une étude en cours. «Cette année, l'Office du tourisme [OTQ] et la Ville de Québec ont commandé à Léger Marketing une étude de provenance parce que l'OTQ considère que c'est un événement porteur.» Cette étude ne sera pas disponible avant février, précise-t-il.

Le directeur d'Action Promotion Grande Allée ajoute qu'il reste beaucoup à faire et que «l'événement n'est pas encore publicisé à l'étranger». Il soutient que pour attirer plus de touristes, notamment du Québec, on pourrait dévoiler la programmation plus tôt en sécurisant le financement de l'événement.

Cela pourrait lui permettre de s'insérer à temps dans la programmation télé. «Bruno Pelletier ou d'autres artistes pourraient nous faire un beau show de télé après le Bye Bye.»

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À Montréal, on estime que 53 % du chargement de la neige avait été effectué mercredi matin.

Le déneigement reprend à Montréal

L'opération devrait être complétée dimanche soir

JEANNE CORRIVEAU

Montréal ne s'est pas tout à fait remis de la tempête du 27 décembre dernier. Les équipes de déneigement ont toutefois repris le collier mercredi matin, et la Ville estime que l'ensemble des rues et trottoirs de son territoire devrait être dégagé d'ici dimanche soir prochain.

Après la pause de 36 heures imposée par l'application de la loi n° 430 sur les véhicules lourds, les 3000 employés affectés au déneigement se sont remis à la tâche à compter de 7 h mercredi matin. «On peut vous annoncer que 53 % du chargement de la neige a été complété et que toutes les équipes sont à pied d'œuvre dans les 19 arrondissements de la ville. Les deux tiers des rues du centre-ville ont été dégagés», a indiqué Jacques-Alain Lavallée, porte-parole de la Ville, lors d'un point de presse mercredi matin.

«En moyenne, c'est 15 % du chargement qu'on parvient à faire quotidiennement. Ça veut dire que demain [jeudi], on pourrait passer aux alentours de 68 %, a-t-il poursuivi. Notre objectif, c'est que toute cette neige ne soit qu'un mauvais souvenir dimanche soir.»

Les 45 cm de neige tombés dans la région de Montréal donnent du fil à retordre à la Ville. Dans de nombreuses rues résidentielles, un seul côté de rue a été dégagé, alors qu'ailleurs, comme dans certains secteurs de Rosemont-La Petite-Patrie et de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, les amoncellements de neige encombraient toujours les trottoirs, les résidents n'ayant pas encore vu l'ombre d'une chenillette dans leur voisinage.

Le déneigement étant une compétence d'arrondissement, M. Lavallée n'a pu se prononcer sur les opérations effectuées dans chaque secteur de la ville: «Cependant, ce que je peux vous dire, c'est que nos employés ont fait 70 heures en six jours. La loi 430 oblige à une pause de 36 heures. Ça explique peut-être ce retard.»

À l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, on a soutenu que les travaux avançaient rondement et que les opérations se déroulaient au même rythme qu'ailleurs sur le territoire montréalais.

Les panneaux orange

La Ville a rappelé l'importance pour les automobilistes de se conformer aux indications de stationnement et de demeurer à l'affût des panneaux orange annonçant l'imminence d'une opération de déneigement. «Lorsqu'on fait un remorquage de voiture, ça retarde le convoi [de déneigement] de 10 minutes, a précisé Jacques-Alain Lavallée. Et l'année dernière, on a fait 30 000 remorquages. Quand les gens ne savent pas où placer leur voiture, ils peuvent composer le 3-1-1. Il y a 5700 places de stationnement [mises à leur disponibilité].»

La Ville ignore combien lui coûtera cette tempête. «En général, c'est 17 millions quand c'est une tempête de 20 centimètres. On va faire nos comptes et on verra ce que ça va donner lorsque ce sera terminé», a dit M. Lavallée. Pour l'ensemble de son territoire, la Ville dispose d'un budget de déneigement de 150 millions par année.

Le Devoir

MONTREAL

Le nombre d'homicides reste stable

MARIE-MICHÈLE SIOUFI

Montréal a été le théâtre de 35 homicides en 2012, un nombre dans la moyenne des années passées, mais inférieur aux moyennes enregistrées dans la métropole depuis 10 ans.

Au total, 18 homicides sont liés au crime organisé, et 17 sont le résultat de drames conjugaux, de querelles ou d'autres motifs.

Les motivations derrière ces actes criminels demeurent semblables à celles de l'an dernier, mais leur rang a changé.

En 2012, la majorité (10) des homicides ont été motivés par les drames, qu'ils soient familiaux, passionnels ou conjugaux. Les règlements de comptes entre différents groupes liés au crime organisé suivent, au nombre de sept, tandis que six meurtres peuvent être reliés aux gangs de rue.

À noter, Montréal a connu en 2012 davantage de meurtres liés au crime organisé italien, soit cinq, par rapport à deux l'année précédente.

Le commandant Ian Lafrenière, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), souligne que des 18 homicides en lien avec le crime organisé, seuls deux ont été résolus. Dans le cas des drames, seuls deux des 17 n'ont pas été résolus.

«C'est plus complexe et plus long de travailler sur les homicides en lien avec le crime organisé, qui sont souvent liés au contrôle de stupéfiants», souligne-t-il. «On sait maintenant que les gangs de motards, la mafia italienne et les gangs d'allégeance différentes peuvent travailler ensemble, motivés par l'appât du gain. Ça complique les enquêtes.»

En 2011, les trois principaux mobiles étaient les conflits, pour un total de 11. Les homicides liés aux gangs de rue, au nombre de huit, étaient au deuxième rang. Les règlements de comptes entre différents groupes liés au crime organisé, soit cinq au total, suivaient.

La Presse canadienne

Congédié ?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS

Toujours l'espoir, malgré l'avis d'expulsion

La famille Mendez Reyes prépare son retour forcé au Mexique tout en espérant une intervention de Québec auprès du gouvernement fédéral

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Les valises jonchent le sol chez les Mendez Reyes. Les quatre membres de la famille mexicaine espéraient une résidence permanente canadienne, mais la semaine dernière, ils ont plutôt reçu un avis d'expulsion les obligeant à retourner dans leur pays d'origine, où ils craignent les affres de la persécution. Malgré la mauvaise nouvelle, l'espoir d'un revirement de situation subsiste.

« Il faut y croire, nous n'avons pas le choix, il faut se battre jusqu'au bout », raconte Marisol Mendez Trujillo, rencontrée mercredi. Dans le bas de duplex de Laval, c'est le branle-bas de combat: il faut vider la maison, vendre l'auto, fermer les dossiers, tout en planifiant le retour au Mexique. Pour aller où? « Nous ne savons pas, nous n'avons pas la moindre idée », dit Marisol. « Un endroit où on restera en sécurité, où les enfants pourront aller à l'école, où mon mari ira travailler sans crainte d'être à nouveau enlevé? Je ne sais pas où ça existe au Mexique, cet endroit. »

Devant nous se déroule un récit chargé d'émotions. La peur, qui ressurgit lorsque Marisol relate les trois enlèvements dont son mari Fernando dit avoir été victime — la raison pour laquelle ils ont demandé le statut de réfugiés au Canada, le 27 juillet 2008. L'angoisse, lorsqu'elle évoque le fait qu'elle n'a aucune idée de l'endroit où ils aboutiront. La tristesse, quand elle évoque le fait que sa fille Ingrid ne veut pas faire ses valises, incapable de croire qu'elle va partir. L'injustice, lorsqu'elle relate le paradoxe apparent entre leur certitude qu'un retour en sol mexicain mettra leur vie en péril et le fait que le système d'immigration canadien n'a pas cru à leur version des faits.

Un système sans émotion

Mais ce système, justement, n'a pas droit à l'émotion. Dans sa décision du 16 mars dernier, transmise par courriel par Citoyenneté et Immigration Canada, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié établit clairement que Fernando Reyes Munoz, sa femme Marisol, ses enfants Ingrid et Eduardo ne sont pas des réfugiés au sens de la Convention. Ils n'ont pas réussi à faire la démonstration qu'advenant un retour au Mexique, ils seraient exposés à un risque plus élevé ou différent du «risque généralisé auquel est exposé l'ensemble ou une partie de la population mexicaine», un risque que le Canada reconnaît néanmoins.

Le tribunal juge aussi qu'ils n'ont pas prouvé qu'ils avaient fait de sérieux efforts de recherche de protection de l'État, là-bas, avant de chercher asile ailleurs. Elle conclut également que subsistent des régions du Mexique, par



Les valises encombrant le salon de Marisol Mendez Trujillo, dont la famille a reçu d'Ottawa un avis d'expulsion vers le Mexique. La jeune mère redoute l'éventuel retour dans son pays d'origine, où son mari affirme avoir été torturé.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

exemple en Baja California, où les demandeurs «pourraient vivre en sécurité».

Marisol Mendez est perplexe face à ce raisonnement, où l'on reconnaît d'un côté que règne au Mexique un climat où les citoyens sont menacés, tout en exigeant de l'autre qu'on fasse la preuve de l'identité des agresseurs présumés — même s'ils sont liés à la police judiciaire. «Comment aurait-on pu aller chercher la protection de ceux qui font partie du problème? Là-bas, on n'a pas confiance dans le politique et la police.»

Ponctué de larmes, l'histoire d'une famille égrenant ses derniers jours au pays des congères rime avec tristesse mais aussi espoir. Car malgré toutes ces valises qui emplissent le salon, Marisol rêve d'une intervention de dernière minute qui permettrait à tout le moins d'étirer un peu le séjour, le temps pour le jeune

Eduardo de terminer son année scolaire. «Oui, j'ai encore l'espoir qu'on va rester, qu'on va rester au Canada, sans vivre l'insécurité et la peur qui seront notre lot quotidien au Mexique.»

Les Mendez Reyes espèrent une intervention du gouvernement du Québec, qui, s'il n'a pas autorité politique en matière d'immigration, peut certainement discuter avec son homologue fédéral. «Une lettre a été envoyée à la ministre responsable de l'Immigration [Diane De Courcy]», raconte Marisol. «Tous les espoirs sont permis.»

S'ils ne peuvent pas rester dans leur appartement jusqu'au moment de l'expulsion, ils iront tous les quatre trouver refuge dans une église du quartier Rosemont, où ils ont trouvé «une famille» qui leur a offert le gîte jusqu'au 19 janvier. Mais pas question d'opter pour la clandestinité, comme d'autres avant eux ont choisi de le faire lorsqu'une mesure de renvoi leur était

imposée. «Non, pour nous, c'est un choix impossible. Nous n'avons jamais été dans l'illégalité, et c'est une option dont nous n'avons jamais discuté. Elle serait nuisible pour les enfants et pour nous. On n'est pas prêts à vivre avec les conséquences», explique Marisol.

Les Mendez Reyes ne sont pas les seuls dans cette situation déchirante. Au cours des prochaines semaines, l'organisme Mexicains unis pour la régularisation (MUR) présentera le cas de cinq autres familles mexicaines vivant elles aussi sous le coup d'un ordre d'expulsion. Ils estiment que compte tenu de «l'état de guerre au Mexique et la violence généralisée de la criminalité organisée», le Canada devrait décréter un moratoire sur les expulsions de ces citoyens sans papiers.

Le Devoir

Le 27^e Parlement étudiant du Québec est lancé

Québec — Le Parlement étudiant du Québec (PEQ) a débuté ce mercredi à l'hôtel du Parlement; ses travaux se poursuivront jusqu'à dimanche prochain.

Le Parlement étudiant est une simulation des travaux de l'Assemblée nationale par des étudiants âgés de 18 à 25 ans. On y retrouve deux ailes parlementaires, soit le Caucus des Rouges et le Caucus des Bleus. À tour de rôle, chacun des participants joue un rôle au sein du gouvernement et dans l'opposition officielle.

Les jeunes qui se mettent à la place de députés dans l'enceinte de l'Assemblée nationale se rencontrent régulièrement depuis un an pour élaborer six projets de loi, deux budgets et deux projets de livre, en plus d'une vingtaine de déclarations ministérielles et de motions sur divers sujets.

Pour rendre compte des faits et gestes des députés, un groupe de seize journalistes produisent deux journaux distincts et un site Web multimédia qui alimentent les débats tout au long de la simulation.

Cette année, le Parlement étudiant du Québec permettra à 141 jeunes d'en apprendre davantage sur la vie politique québécoise. Les participants proviennent de toutes les régions du Québec.

La présidence d'honneur de ce 27^e Parlement a été confiée à Léo Bureau-Blouin, député de Laval-des-Rapides et adjoint parlementaire à la jeunesse.

La Presse canadienne



La chronique de Michel David fait relâche et sera de retour le 15 janvier.

QUI SONT LES NOUVEAUX ÉLUS ?

Rester fidèle à ses opinions

L'avocate libérale Rita de Santis semble n'avoir peur que d'une chose : ne pas arriver à faire bouger les choses comme politicienne

Il y a six mois à peine, ils ont choisi de se lancer dans le vide et de mettre leur destin entre les mains des électeurs. Tous, quel que soit le parti, ont choisi de s'engager en politique pour faire bouger les choses, mais certains découvrent la dure réalité des jeux politiques. Le Devoir est allé à la rencontre de nouveaux élus et vous les présente à partir d'aujourd'hui.

JESSICA NADEAU

Correspondante parlementaire à Québec

Rita de Santis n'a pas peur de défendre ses opinions, même si elles vont à l'encontre de la ligne de parti. L'avocate libérale n'hésite pas non plus à parler de son admiration pour Pauline Marois, qui a réussi à se frayer un chemin jusqu'au sommet dans le «boys club» politique, ou à avouer qu'elle pleure chaque fois qu'elle parle de René Lévesque. Non, Rita de Santis ne semble pas avoir peur de grand-chose, sinon peut-être de ne pas arriver à faire bouger les choses comme politicienne.

Fille d'immigrants italiens, Rita de Santis est arrivée dans le quartier de Ville-Émard à Montréal à l'âge de 4 ans. Toute petite, déjà, elle était présidente d'école et rêvait d'être Napoléon. Mais un «bon» Napoléon, précise-t-elle en riant de bon cœur.

«Je viens d'une famille typique italienne, où les filles ne pouvaient pas sortir et où l'égalité entre garçons et filles n'existait pas, raconte la quinquagenaire avec son accent méditerranéen. L'école, c'était ma porte de sortie. C'est ce qui m'a donné la possibilité de rêver.»

Dans son bureau de Montréal-Nord, Rita de Santis se livre sans pudeur, chaussée de pantoufles roses qui contrastent avec l'image classique d'une politicienne. Elle se veut un peu à la gauche du centre, persuadée que prospérité économique doit rimer avec justice sociale.

Bien qu'elle ait milité pour le camp du Non lors des référendums de 1980 et de 1995, elle avoue qu'elle aurait facilement pu se retrouver aux côtés de René Lévesque. Elle admirait l'homme et le politicien, mais ne se retrouvait

pas dans le discours souverainiste qui la rejetait dans le camp des «autres», un sentiment qui l'habite encore parfois aujourd'hui.

«Il y a un moment qui m'apparaît comme très frappant et, chaque fois que j'y pense, je pleure. Après la défaite de mai 1980, René Lévesque s'est retrouvé devant tous ces militants et il les a calmés. Et il leur a dit: il y aura un lendemain. Il n'y a aucun endroit au monde, après toute cette émotion, où il n'y a pas eu un seul événement de violence. Et moi, je suis tellement fière... Voilà, je pleure.»

L'envers du décor

Elle a été la première femme associée au prestigieux cabinet d'avocats Davies Ward Phillips & Vineberg et a été citée dans le top 100 des Canadiennes les plus influentes en 2009. Mais elle a toujours su qu'elle ferait autre chose. Et la politique l'appelait depuis longtemps. «Arrivée à 58 ans, je me suis dit: Rita, si tu ne le fais pas maintenant, quand est-ce que tu vas le faire? Tu ne peux pas attendre.»

Elle a été élue et ne regrette aucunement sa décision. Mais elle avoue avoir perdu quelques-unes de ses illusions à son arrivée à l'Assemblée nationale. «Quand on arrive en politique, on arrive avec des lunettes roses et on croit qu'on peut changer les choses. Mais ce n'est pas évident. Ce qui me surprend le plus, et ce qui me désole, c'est la façon dont les gens agissent pendant la période des questions. C'est un peu un cirque.»

Elle-même s'est vu refuser par son équipe le droit de poser une question sur la charte de la laïcité sous prétexte que la question était «trop intellectuelle». «Alors maintenant, je dois apprendre à rédiger des questions», lance l'ex-avocate dans un soupir résigné.

Mais le travail en circonscription et les commissions parlementaires la confortent dans ses idées de démocratie. Et elle continue de rêver, avec des lunettes un peu moins roses. «Dans mon comté, il y a beaucoup d'organismes communautaires. J'aimerais, si je peux réussir à faire un petit quelque chose, les aider à améliorer leur gouvernance.»

Le Devoir



Rita de Santis affirme que la politique l'appelait depuis longtemps.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Rita de Santis en bref

Âge: 58 ans
Parti: Parti libéral du Québec
Circonscription: Bourassa-Sauvé
Fonctions: porte-parole de l'opposition officielle pour la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, porte-parole en matière d'accès à l'information
Profession antérieure: avocate et associée au cabinet Davies Ward Phillips & Vineberg

ACTUALITÉS

Le fructose, cause de l'obésité ?

Contrairement au glucose, le fructose n'induit pas la satiété, constatent des chercheurs

PAULINE GRAVEL

Selon des publications de plus en plus nombreuses, l'épidémie d'obésité qui sévit en Amérique du Nord découlerait de l'omniprésence du fructose dans les aliments qui nous sont offerts sur le marché. Une nouvelle étude effectuée chez l'humain montre que contrairement au glucose, le fructose n'agit que très peu sur les régions cérébrales assurant la régulation de l'appétit. Cette observation apporte un nouvel argument pour le lien entre l'obésité et le fructose.

Les fabricants alimentaires préfèrent le fructose aux édulcorants ne contenant que du glucose en raison de son plus grand pouvoir sucrant et parce qu'il améliore l'apparence et la texture des aliments cuits au four. Voilà pourquoi le saccharose et le sirop de maïs, qui en contiennent particulièrement beaucoup, figurent parmi les ingrédients de diverses boissons gazeuses et aux fruits, et d'une multitude d'aliments, allant des pâtisseries aux céréales pour le petit-déjeuner, en passant par les sauces et les viandes préparées.

Bien qu'il soit un monosaccharide comme le glucose, le fructose est métabolisé différemment. Ainsi, l'ingestion de fructose stimule beaucoup moins que celle du glucose la production d'insuline, une hormone qui au niveau cérébral favorise la satiété et émusse la valeur de récompense qu'on attribue à la nourriture. La consommation de fructose induit aussi une sécrétion plus faible de glucagon-like polypeptide 1 (GLP-1), l'hormone de la satiété, que ne le fait le



Le fructose favoriserait une consommation alimentaire accrue.

JOHN MOORE AGENCE FRANCE-PRESSE

glucose. De plus, dans le cadre de récentes études chez des rongeurs, l'administration de fructose dans le cerveau, à proximité du centre du contrôle de l'appétit, a poussé les animaux à manger plus, alors que l'introduction de glucose dans la même région du cerveau a freiné la consommation de nourriture chez ces mêmes bêtes.

Chez les humains

Des chercheurs de l'Université Yale, à New Haven au Connecticut, ont voulu vérifier si ces changements dans le comportement alimentaire des animaux induits par le fructose et le glucose s'observaient aussi chez l'humain. Ils ont donc évalué les effets du fructose et du glucose sur diverses régions du cerveau de dix

hommes et dix femmes à l'aide de l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle. Ils ont introduit ces individus dans le scanner qui a permis d'estimer le flux sanguin au niveau de l'hypothalamus, centre de contrôle de l'appétit, ainsi que de diverses autres régions du cerveau intervenant dans « les systèmes de la motivation et de la récompense qui sont associés à cet instinct hédoniste qui nous pousse à manger ». Le flux sanguin, qui témoigne de l'activité cérébrale, a été mesuré avant et après la consommation d'un verre d'eau sucrée avec du fructose, dans un premier temps, puis d'un verre sucré avec du glucose dans un deuxième temps.

Il est ainsi apparu que l'ingestion de glucose, mais non celle de fructose, réduisait le

flot sanguin, en d'autres mots l'activité de l'hypothalamus, l'insula, le cingulum antérieur et le striatum, « des régions cérébrales qui, de concert, régulent la sensation de faim en déterminant l'état métabolique de la personne et celui de ses systèmes de la motivation et de la récompense ». L'ingestion d'une quantité équivalente de fructose non seulement ne parvenait pas à diminuer l'activité de l'hypothalamus, mais elle induisait une légère élévation transitoire. De plus, contrairement à la consommation de glucose, celle de fructose n'entraînait pas une désactivation du striatum.

« Or, la désactivation de l'hypothalamus et du striatum survient quand des personnes qui étaient au départ affamées atteignent la satiété », font remar-

quer les chercheurs dans l'article qu'ils ont écrit et qui est publié dans la dernière édition du *Journal of the American Medical Association* (JAMA). Les auteurs font aussi remarquer que l'ingestion de fructose freinait par contre le flux sanguin au niveau de l'hippocampe, une aire cérébrale « qui influence nos réponses émotionnelles face à la prise de nourriture et qui, chez les rongeurs, inhibe les sensations liées à l'appétit ».

Les chercheurs ont également observé que l'absorption de glucose, mais non celle de fructose, « initiait une réponse coordonnée du réseau homéostatique-striatal qui régule le comportement alimentaire ». Et des prises de sang effectuées sur les participants ont également révélé que l'ingestion de fructose entraînait une élévation significativement plus faible des niveaux sanguins d'insuline et de GLP-1, l'hormone de la satiété, que l'ingestion de glucose.

Dans un éditorial paraissant aussi dans le *JAMA*, Jonathan Purnell, de l'Oregon Health & Science University à Portland, voit dans cette étude une confirmation que le fructose favorise une consommation alimentaire accrue. Il réplique à ceux qui n'expliquent l'embonpoint que par une consommation excessive de calories, que l'on peut régler en mangeant moins, en rappelant que « la faim et la satiété sont des sensations déterminantes dans la quantité de nourriture que les humains consomment, tout comme la soif détermine combien on boit ». « Ces sensations ne peuvent être ignorées », écrit-il.

Le Devoir

Quatre morts sur la route 117

Un accident a fait quatre morts vers 13 h, mercredi, dans la réserve faunique de La Vérendrye, sur la route 117, près du kilomètre 294. Une automobile aurait dévié de sa trajectoire pour aller percuter une camionnette qui roulait en sens inverse. La mort des quatre occupants du véhicule, deux adultes et deux enfants, a été constatée à l'arrivée des ambulanciers. Le conducteur de la camionnette a subi quelques blessures qui ne laissent pas craindre pour sa vie. Pour l'heure, on ignore les causes exactes de l'accident, mais les véhicules se déplaçaient sur une chaussée glacée et enneigée, a indiqué le sergent Marc Tessier, de la Sûreté du Québec.

La Presse canadienne

Une Canadienne aurait été tuée au Pakistan

Lahore — Une Canadienne d'origine indienne disparue depuis le mois d'août a été tuée dans l'est du Pakistan, selon un avocat qui travaille pour sa famille. Rajvinder Gill s'était rendu au Pakistan pour y régler un différend financier, et y est disparue. Son père a ensuite prévenu la police après être resté sans nouvelles pendant plusieurs semaines. Selon l'avocat Aftab Bajwa, qui représente le père de M^{me} Gill, le chef de police de Lahore a indiqué en cour mercredi qu'un suspect avait avoué le meurtre de la Canadienne. Le suspect a indiqué qu'il avait collaboré avec un Allemand d'origine pakistanaise qui était impliqué dans le différend financier, a expliqué un policier. Ensemble, ils auraient tué M^{me} Gill, dont les policiers n'ont jamais retrouvé le corps.

Associated Press

Aucune fuite constatée dans la plateforme mobile de forage échouée en Alaska

Anchorage — Aucun déversement n'a été constaté dans la plateforme mobile de forage qui s'est échouée sur une île de l'Alaska durant une tempête, ont indiqué des responsables mercredi, tandis que des écologistes critiquent la course éfrénée pour exploiter les ressources naturelles de l'Arctique.

Le coordonnateur des secours fédéraux sur place, le capitaine Paul Mehler, a indiqué que la plateforme de forage appartenant à Shell transportait environ 541 300 litres de diesel et environ 45 425 litres d'huile lubrifiante et de fluide hydraulique.

La plateforme semble stable et rien n'indique qu'il y a une fuite des produits à bord, a dit le capitaine Mehler lors d'une conférence de presse.

Des vents violents en haute mer ont empêché les experts d'inspecter la plateforme pour vérifier si elle a été endommagée lors de son échouement sur une île inhabitée de l'Alaska, a-t-il ajouté. Un avion et un hélicoptère de la garde côtière américaine ont survolé les lieux mardi.

Une équipe de Shell, des membres de la garde côtière et des responsables locaux se mobilisent pour rassembler l'équipement nécessaire à un éventuel déversement et élaborent un plan d'action. Le lieu de l'échouement abrite au moins deux espèces en voie de disparition, ainsi que des phoques communs, des lions de mer et des saumons.

Le capitaine Mehler a indiqué qu'une équipe d'environ 500 personnes travaillait sur un plan de sauvetage.

La plateforme mobile de forage s'est échouée lors d'une violente tempête le week-end dernier alors qu'elle était remorquée vers Seattle pour des travaux d'entretien. La tempête s'est apaisée mardi.

Un responsable de Shell a indiqué que la plateforme était recouverte d'une coque double d'acier renforcé de 7,6 centimètres d'épaisseur. La plateforme



US COAST GUARD AGENCE FRANCE-PRESSE

La plateforme mobile de forage s'est échouée lors d'une violente tempête le week-end dernier alors qu'elle était remorquée vers Seattle pour des travaux d'entretien. Ces photos montrent des travailleurs de la plateforme secourus par hélicoptère.

avait été améliorée au coût de 292 millions \$US avant d'être mise en service pour une courte période l'an dernier dans la mer de Beaufort, au large de la côte nord de l'Alaska.

Des inquiétudes

Le représentant Ed Markey, le plus haut responsable démocrate de la Commission des ressources naturelles à la Chambre des représentants à Washington, s'est dit inquiet par la situation dans un communiqué diffusé mardi.

« Les entreprises pétrolières continuent de dire qu'elles peuvent conquérir l'Arctique, mais

l'Arctique continue d'exprimer son désaccord avec les entreprises pétrolières », a dit M. Markey. « L'expansion des forages pourrait se révéler désastreuse pour cet environnement sensible. »

Le responsable des opérations chez Shell, Sean Churchfield, a indiqué qu'une enquête serait menée quand la situation serait maîtrisée. Il n'était pas en mesure de dire si les conclusions de l'enquête seraient rendues publiques.

La garde côtière américaine mènera sa propre enquête et rendra son rapport public.

Associated Press

Abonnés au
Devoir papier,
il y a du nouveau
pour vous.



Maintenant, nos versions en pdf et papier virtuel vous sont offertes gratuitement!

LE DEVOIR

Libre de penser

ledevoir.com/profil

LE MONDE

Les violeurs ont voulu achever leur victime en l'écrasant, selon la presse indienne

Les détails sordides de l'agression d'une jeune indienne de 23 ans, qui ont filtré dans la presse locale mercredi, alimentent la colère populaire suscitée par ce drame.

Un rapport de police de 1000 pages doit être rendu public aujourd'hui, jeudi, au jour un procès des accusés. Il dévoilerait que les violeurs de la jeune femme agressée dans un bus à New Delhi, décédée samedi, ont tenté de l'écraser après l'agression.

Le petit ami de l'étudiante, battu à coup de barres de fer et jeté du bus après le viol collectif de la jeune femme, a réussi à temps à la mettre hors de portée du bus qui se préparait à l'écraser.

Selon plusieurs quotidiens et des chaînes de télévision, la jeune femme, décédée samedi soir des suites du viol survenu le 16 décembre, a mordu trois de ses agresseurs pour tenter de leur échapper.

Les morsures, ainsi que du sang, du sperme et des cheveux, de même que le témoignage du petit ami devraient servir de preuves contre les accusés, selon la presse et des sources policières. « La femme et son ami ont été déshabillés et jetés hors du bus », a rapporté le quotidien *The Indian Express*. « Son ami l'a mise à l'écart lorsqu'il a vu que le bus faisait marche arrière pour l'écraser ».

Selon *The Times of India*, l'un des éléments d'accusation que compte présenter la police porte sur la destruction de preuves par le chauffeur du bus, qui a pris part au viol de l'étudiante: selon le rapport, ce dernier a tenté de laver le véhicule et a brûlé les vêtements arrachés à la victime.

Six personnes ont été arrêtées. Cinq hommes devraient passer en jugement jeudi pour meurtre et viol devant un tribunal spécial. Le sixième accusé, qui aurait 17 ans, devrait être jugé par un tribunal pour enfants, mais il subit un examen osseux pour vérifier son âge, a déclaré mercredi à l'AFP un porte-parole de la salle de commandement de la police de Delhi.

Le ministre de l'Intérieur, Sushilkumar Shinde, a indiqué mardi que les suspects encouraient la peine de mort s'ils étaient jugés coupables. La famille de la victime, ainsi que le père d'un des accusés, réclament également la pendaison.

Le crime suscite une telle in-



Marche de la «dignité des femmes» mercredi à New Delhi

RAVE ENDRAN AGENCE FRANCE-PRESSE

dignation que les 2500 avocats rattachés au tribunal du district de Saket refuse de représenter les accusés. « Ce serait immoral de défendre l'affaire », a expliqué à l'AFP l'avocat Sanjay Kumar. Les avocats des suspects devront donc être commis d'office.

Le débat public se poursuit

La nature particulièrement violente de cette attaque a fait exploser la colère jusque-là contenue en Inde contre les agressions et viols commis en toute impunité dans ce pays.

Devant la vague d'indignation et de condamnations internationales, le premier ministre, Manmohan Singh, s'est engagé

à alourdir les peines prévues pour les auteurs de crimes sexuels. Un groupe d'experts dirigé par un ancien président de la Cour suprême a été mis en place dans cette perspective.

Le secrétaire à l'Éducation, Shashi Tharoor, a ouvert mercredi un débat en proposant qu'une nouvelle loi réprimant plus sévèrement les agressions sexuelles porte le nom de la jeune étudiante en kinésithérapie. Même si de nombreux éléments de sa vie personnelle et familiale ont été évoqués dans la presse, son nom est resté secret. « A moins d'une objection des parents, elle devrait être honorée et la loi contre le viol [devrait] porter son nom », a fait valoir M. Tha-

roor sur Twitter. La famille de la victime a fait savoir qu'elle n'y voyait pas d'objection.

Le ministre Tharoor s'est toutefois fait vivement rabrouer par le gouvernement. « C'est son opinion personnelle, il aurait dû en faire la suggestion au gouvernement plutôt que de l'affirmer publiquement », a dit le porte-parole du gouvernement indien, Rashid Alvi, aux journalistes. Il a également rappelé qu'en Inde, il serait inédit de nommer une loi d'après une personne, sans compter qu'il y est interdit de dévoiler l'identité des victimes de crimes sexuels.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

VENEZUELA

L'opposition réclame la vérité sur l'état de santé de Chávez

ALEXANDRE GROBSOIS

Caracas — La principale coalition de l'opposition vénézuélienne a exigé mercredi du gouvernement qu'il dise « la vérité » sur l'état de santé du président Hugo Chávez, objet de nombreuses spéculations et rumeurs trois semaines après son opération d'un cancer à Cuba.

« Il est essentiel que le gouvernement agisse de façon à ce qu'on lui fasse confiance. Il est essentiel qu'il dise la vérité » sur l'état de santé du président, qui doit prêter serment pour un nouveau mandat le 10 janvier, a annoncé à la presse le secrétaire général de la Table de l'unité démocratique (MUD), Ramon Guillermo Avelo.

M. Avelo a également réclaté « un diagnostic et un pronostic médical » de Hugo Chávez, opéré le 11 décembre pour traiter un cancer dans la zone pelvienne détecté en juin 2011.

Depuis son départ vers La Havane, aucun communiqué médical n'a été publié. Le gouvernement informe au compte-gouttes sur son état de santé dans de brefs communiqués diffusés par les médias officiels.

Le vice-président Nicolas Maduro, successeur désigné de Hugo Chávez, a annoncé dimanche à la télévision, depuis Cuba, une aggravation de l'état du président, 58 ans, au pouvoir depuis 1999 et réélu le 7 octobre dernier.

Il avait notamment évoqué « de nouvelles complications apparues à la suite de son infection respiratoire » qui « doivent être soignées avec un traitement non dénué de risques ».

Ces informations semblent compromettre la prise de fonctions du président pour un nouveau mandat prévue le 10 janvier prochain devant l'Assemblée nationale, conduisant ces derniers jours les autorités à évoquer un éventuel report.

Le chef de file de l'opposition, Henrique Capriles, battu par M. Chávez lors de la présidentielle du 7 octobre, n'avait lui-même pas écarté cette possibilité, mais le secrétaire général du MUD s'est voulu moins conciliant mercredi.

« Le 10 janvier, le mandat présidentiel actuel prend fin et un autre débute [...] Il n'y a pas de présidence d'une durée indéfinie. Dans le cas où le président élu ne peut pas se présenter à sa prestation de

serment pour des raisons liées à sa maladie, les dispositions prévues par la constitution doivent être appliquées », a martelé M. Avelo.

Il a poursuivi en accusant le gouvernement de faire preuve d'une « énorme irresponsabilité » en tentant de faire croire que le président « exerce » ses fonctions depuis Cuba.

Selon la loi fondamentale, en cas d'impossibilité du président d'assumer ses fonctions, il revient au vice-président ou au président de l'Assemblée, selon les interprétations, d'assumer l'intérim et de convoquer des élections anticipées dans les 30 jours.

«Conscient de la complexité»

Avant son départ pour La Havane, Hugo Chávez avait désigné son vice-président Nicolas Maduro pour assurer l'intérim. Il lui a transmis une partie de ses pouvoirs et l'a adoubi pour se présenter devant les urnes comme candidat du parti au pouvoir en cas de nouvelle élection présidentielle.

Mardi soir, M. Maduro a affirmé depuis Cuba que le président était « conscient de la complexité de son état » de santé, après l'avoir rencontré à deux reprises.

« Il est toujours sous surveillance, poursuit ses traitements, c'est une situation complexe [...] Il y a parfois de légères améliorations, parfois une situation stationnaire », a poursuivi M. Maduro, tout en appelant la population à ne pas donner de crédit aux rumeurs et à « avoir confiance » dans les informations fournies par les autorités.

Il a également assuré une nouvelle fois que le président « sortira de cette situation plus tôt que tard », sans fournir plus d'éléments sur son état médical. Parti à Cuba le 28 décembre, M. Maduro devait rentrer mercredi à Caracas.

À La Paz, le président bolivien Evo Morales, très proche allié de Hugo Chávez, a rapporté mercredi s'être entretenu avec des membres de sa famille qui se trouvent à son chevet à La Havane.

Le président vénézuélien se trouve dans « une situation très préoccupante », a indiqué M. Morales, contribuant à l'incertitude générale alors que la nature et l'emplacement exact du cancer de Hugo Chávez n'ont jamais été rendus publics.

Agence France-Presse

Centrafrique: pourparlers en vue

Paris — Des pourparlers de paix pour une résolution de la crise en République centrafricaine sont prévus le 8 janvier à Libreville, sous l'égide du président congolais Denis Sassou Nguesso, a-t-on appris mercredi de source diplomatique. La participation des différentes entités susceptibles de participer à ces négociations restait à déterminer, a-t-elle souligné. Des représentants de la rébellion armée du Séléka et de l'opposition au président François Bozizé, se sont dits prêts mercredi à participer à ces pourparlers, sans confirmer la date du 8 janvier.

Agence France-Presse

Nouvelles «preuves» contre Sarkozy

Paris — Le sulfureux homme d'affaires Ziad Takieddine a assuré devant un magistrat détenteur des preuves du financement par la Libye de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy, écrit le quotidien *Le Parisien* mercredi. L'intermédiaire franco-libanais, dont le nom apparaît dans plusieurs affaires de corruption en France, a déclaré le 19 décembre au juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke qu'il détenait les preuves d'un financement par la Libye de la campagne de 2007 de l'ancien président.

Agence France-Presse

Une ville du New Jersey place des policiers armés devant ses écoles

Les élèves de Sandy Hook reprennent les cours dans une nouvelle école

Les élèves d'une petite ville du New Jersey ont repris la classe mercredi avec des policiers armés dans toutes les écoles, décision qui fait suite au massacre de Newtown, au Connecticut, le mois dernier.

« La sécurité de nos élèves, de notre personnel et des bâtiments sont de la plus grande importance pour offrir un environnement confortable, qui encourage l'apprentissage et la réussite scolaire. Et dans cet objectif, en réponse à la tragédie de Newtown [Connecticut], à partir de mercredi 2 janvier, chaque école de Marlboro, aura un policier de Marlboro, armé et en uniforme dans ses locaux », précise le site internet des écoles publiques de cette ville de 40 000 habitants, située à une heure en voiture de New York.

La mesure est présentée comme « temporaire », pour trois mois, « le temps que soient menées des discussions pour améliorer la sécurité », précise le site.

Les réactions sur la page Facebook du site des écoles étaient mitigées.

« C'est une idée merveilleuse », écrivait ainsi une mère de famille, Lor Ann Gillis Coyne, tan-

dis qu'une autre, Linda McCann Jeffers, dénonçait « un non sens », rappelant que des gardes armés n'avaient pas empêché la tragédie de Columbine (avril 1999, 13 morts) ou de Virginia Tech (avril 2007, 32 morts).

Vingt enfants ont été tués le 14 décembre dernier à Newtown par un jeune de 20 ans qui avait forcé son entrée dans l'école de Sandy Hook, pourtant fermée, avec un fusil semi-automatique. Il a criblé de balles 20 enfants de 6 et 7 ans et six femmes membres de l'encadrement, avant de se suicider à l'arrivée de la police.

Les enfants de Sandy Hook doivent eux aussi reprendre jeudi le chemin de l'école, mais dans un nouvel établissement remis à neuf, dans la ville voisine de Monroe. C'était la première fois que les enfants survivants revenaient à l'école depuis le massacre du 14 décembre, qui a fait 26 morts, dont 20 élèves. Les classes reprendront officiellement jeudi.

La nouvelle école, située à Monroe, a été rebaptisée en hommage à l'ancien établissement que fréquentaient les élèves. L'administratrice des

écoles de Newtown, Janet Robinson, a expliqué que ce changement était approprié parce que les enfants « font partie de la famille Sandy Hook ». Elle a fait cette déclaration après une journée portes ouvertes réservée aux enfants et à leurs proches à l'école intermédiaire Chalk Hill de Monroe.

Tout au long de la route rurale reliant Newtown à Monroe, des affiches accueillaient les élèves. « Bienvenue à l'école primaire Sandy Hook », « Bienvenue, vous êtes dans nos prières », « Nous vous aimons », disaient les affiches. De nombreux policiers étaient postés devant la nouvelle école pour assurer la sécurité.

Des équipes de travail et plusieurs bénévoles ont préparé l'école Chalk Hill pour recevoir les élèves, refaisant la peinture et installant du nouveau mobilier.

Les spécialistes soulignent qu'il est important que les enfants reviennent à leur routine quotidienne et que les parents et les professeurs trouvent des façons de les rassurer.

Agence France-Presse
et Associated Press

Hillary Clinton sort de l'hôpital

New York — La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, hospitalisée depuis dimanche pour traiter un caillot de sang au niveau de la tête, a été vue quittant l'hôpital presbytérien de New York mercredi, selon des images diffusées par les médias américains.

La chaîne de télévision CNN a diffusé des images de la secrétaire d'Etat, qui portait des lunettes noires, quittant l'hôpital accompagnée de son mari Bill et de sa fille Chelsea.

Interrogé par l'AFP, le département d'Etat a refusé d'indiquer si M^{me} Clinton avait été autorisée à quitter l'établissement hospitalier de manière définitive. « Elle parle régulièrement au téléphone avec ses collaborateurs, elle est assez active au téléphone avec nous », avait déclaré plus tôt dans la journée le porte-parole du département d'Etat, Victoria Nuland.

Mme Clinton était traitée pour résorber un caillot de sang situé entre le cerveau et le crâne. Des anticoagulants lui ont été administrés pour dissoudre ce caillot et les méde-

cins tablaient sur un « rétablissement complet ».

Le département d'Etat, qui s'est pour l'heure refusé à tout autre commentaire, avait communiqué à plusieurs reprises ces trois dernières semaines sur la santé de la secrétaire d'Etat, sans dissiper cependant les interrogations face à une absence inédite et aussi longue.

Le plus proche conseiller de Mme Clinton, Philippe Reines, avait d'abord annoncé le 9 décembre que Mme Clinton avait attrapé un « virus gastrique » l'obligeant à annuler une tournée en Afrique du Nord. Une semaine plus tard, le 15 décembre, le même conseiller et les médecins de Mme Clinton avaient révélé une « commotion cérébrale » après un « évanouissement » dû à une « forte déshydratation ».

Enfin, dimanche, à l'occasion d'un examen de contrôle, un caillot de sang a été découvert dans une veine entre le cerveau et le crâne, derrière l'oreille droite.

Agence France-Presse

ÉDITORIAL

MUR FISCAL

Le calvaire perdue

Le mélodrame politique et budgétaire qui a retenu l'attention des Américains pendant tout le temps des fêtes s'est finalement conclu dans la nuit du Jour de l'An par l'adoption d'un compromis qui reporte à plus tard l'essentiel des efforts à faire pour ralentir la croissance de la dette publique. Mercredi, les marchés ont applaudi, mais tout le monde sait que le plaisir sera de courte durée.

Les élus américains sont plus divisés que jamais sur la ligne à suivre pour sortir le pays du marasme budgétaire dans lequel il s'enfoncé depuis la crise de 2008. Au rythme actuel, la dette du gouvernement américain atteindrait 100% du PIB d'ici quelques années, et 300% d'ici 2050. Si la loi adoptée cette semaine épargne la classe moyenne de hausses d'impôts généralisées et de compressions aveugles et automatiques dans les dépenses, elle n'est surtout pas la feuille de route dont ce pays a besoin pour retrouver la voie de l'équilibre.

Sans cette entente, les Américains auraient frappé le « mur budgétaire », aussi appelé falaise ou précipice, expressions imagées destinées à illustrer la fin des baisses d'impôt qui avaient été accordées par l'administration Bush pour une durée limitée, et assisté à l'entrée en vigueur simultanée d'une série de compressions dans les dépenses cernées lors des négociations pour le relèvement du plafond de la dette, il y a 17 mois.

Au total, ce sont quelque 600 milliards de compressions et de hausses d'impôt qui auraient frappé le pays, une ponction aussi subite qu'excessive compte tenu de la fragilité persistante de l'économie américaine.

Suite au compromis intervenu, seuls les couples qui gagnent plus de 450 000\$ et les individus qui gagnent plus de 400 000\$ perdront une partie des avantages obtenus sous l'administration de George W. Bush, les autres continuant d'en profiter. Chez les démocrates, certains ont quand même exprimé leur déception, puisque le projet original du président Obama fixait ce seuil à 250 000\$, un niveau jugé beaucoup trop bas par les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants.

Cela dit, les élus ne sont pas parvenus à s'entendre au chapitre des dépenses, de sorte qu'il faudra attendre fin février pour savoir si les deux partis seront capables de franchir l'épaisse ligne idéologique qui les sépare pour tracer la voie du retour à l'équilibre budgétaire.

Seuls les couples qui gagnent plus de 450 000\$ et les individus qui gagnent plus de 400 000\$ perdront une partie des avantages obtenus sous l'administration de George W. Bush

Malheureusement, à cause du radicalisme dans lequel s'enferme de plus en plus le Parti républicain sous l'influence du Tea Party, le Congrès américain, qui a été longtemps reconnu pour son pragmatisme, ne parvient plus à adopter des lois cohérentes à long terme. Et c'est encore le cas cette fois, puisque la loi ne corrige que partiellement le régime fiscal et reporte les autres problèmes à plus tard.

Aux États-Unis, une majorité de citoyens et d'élus reconnaît l'importance de s'attaquer à la dette. Or, si l'entente du 1^{er} janvier permet d'éviter que le pays retombe en récession, elle aura tout de même pour conséquence d'alourdir le fardeau d'au moins 4 milliards \$ d'ici dix ans en l'absence de mesures énergiques du côté des dépenses.

La question est donc de savoir ce que doit contenir un plan crédible de réductions des dépenses à long terme, les démocrates tenant mordicus à protéger les programmes sociaux, alors que les républicains veulent y jouer de la hache tout en introduisant de nouvelles baisses d'impôts qui ne feraient pourtant qu'accroître le déficit.

Parce que l'économie américaine est encore trop fragile pour subir le choc d'une collision frontale avec le désormais fameux mur budgétaire du 1^{er} janvier 2013, le monde entier peut se réjouir de la victoire partielle de la Maison-Blanche cette semaine. Mais comme le mélodrame se poursuivra au cours des prochains mois alors que les républicains refuseront, comme en 2011, de relever le plafond de la dette sans arracher d'importantes concessions, il n'est pas exagéré de dire que ce n'est que partie remise.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE

L E T T R E S

Merci, M^{me} Spence

Madame Theresa Spence, chef d'Attawapiskat,

Vous respectez votre parole, honorez vos traités, et exigez la réciprocité.

Vous refusez de mourir à petit feu dans le déni et la complaisance.

Aux violations et aux abus, vous opposez un non retentissant et long.

Nous, Québécois et Canadiens, avons maintenant un choix, un seul: accepter que jour après jour notre pays soit détruit, que notre histoire mène à une impasse, une incapacité d'exister; ou bien nous lever, éradiquer vaillamment le mal qui nous ronge, jusqu'au retour à l'équilibre.

Madame Theresa Spence, sous nos yeux, vous empruntez la voie de la dignité et du courage. Votre exemple nous est précieux, il est vital. Merci, merci. Que Dieu vous garde.

Louis Bruneau
Montréal, le 31 décembre 2012

Nostalgie d'un 1^{er} janvier

Je me souviens du 1^{er} janvier de l'an 2000 et, surtout, de l'espoir d'une nouvelle ère pour l'humanité articulée au Sommet du millénaire. L'idéal a porté ses fruits. La mortalité juvénile est passée de 14 à 7 millions entre 1985 et 2011. Plus d'enfants vont à l'école, même si 67 millions en sont encore privés.

Faisant fi des idéaux, le gouvernement fédéral coopera l'aide internationale à dix des pays parmi les plus pauvres, ceux-là mêmes où le rapport entre les bénéficiaires pour les enfants et le coût est le meilleur.

La lutte à la tuberculose perdra 10 millions par année alors que cette maladie contagieuse tue encore plus d'un million

de personnes. En compensation, des médicaments génériques cinq fois moins chers auraient pu être acheminés si le projet de loi C-398 avait été adopté en toute conformité avec l'OMC. Le projet fut battu par quelques voix, dont celles de nos 5 députés québécois.

Le ministre de la Coopération internationale assurait le 23 novembre dernier que «l'ACDI continuera de tendre la main aux industries extractives pour aider les pays en développement à exploiter leurs ressources». Le passé n'indique pas que ceci soit aidant, au contraire. Feu James Grant, le directeur de l'UNICEF, disait: «C'est à la manière dont elle traite les enfants qu'une civilisation peut être mesurée...» A cette aune, le gouvernement canadien échoue.

Pamela Walden-Landry
Montréal, le 30 décembre 2012

Adieu, Yves Boisvert

Il est des mots de poètes qui nous accompagnent, que nous prononçons dans mille situations, des vocables toujours neufs, absolument nôtres. Ainsi en est-il du titre d'un recueil d'Yves Boisvert: *Gardez tout*. Ces mots-là, je les ai dits mille fois et plus. Un talisman. Une parole de révolte, l'expression du dégoût contre toute forme d'avidité, de conservatisme, d'hypocrisie, de cupidité sans frein.

«Gardez tout», a écrit le poète. Prononcez ces mots à haute voix, effets promis. J'ai rencontré Yves Boisvert une seule fois. Nous n'avons guère échangé. N'empêche, ses mots ont été et resteront comme des actes de paroles. Tout va mieux après les avoir dits. Salut, poète!

France Théoret
Écrivaine
Le 29 décembre 2012

Le gouverneur général de qui?

Le message de Nouvel An du gouverneur général du Canada, qui était sous embargo jusqu'au vendredi 28 décembre, est incomplet.

David Johnston a parlé des 60 années de dévouement de Sa Majesté envers le Canada sans pourtant dire pourquoi il ne voulait pas voir une de ses loyales sujettes, la chef d'Attawapiskat, qui jeune depuis le 10 décembre pour le rencontrer avec le premier ministre!

Le représentant de la reine regarde déprimer une femme juste et loyale envers son peuple sans intervenir. Son silence en cette occasion est plus parlant que le plus bavard des perroquets de Sa Majesté!

Son absence, alors que sa présence est demandée par une représentante de ceux qui ont signé des traités avec la monarchie britannique, est un indicateur de l'intérêt qu'elle a pour ses sujets.

Ne serait-ce que pour montrer qu'il est humain, David Johnston n'aurait-il pas dû rencontrer Theresa Spence? Comme le jeune de la fable, la population canadienne pourrait s'écrier que Sa Majesté est nue et que ses paroles sont aussi transparentes que sa volonté d'aider ceux qui ont fait confiance à sa famille pour protéger leurs droits.

Ce Jubilé de diamant de la reine est terni par la manière dont elle se comporte par rapport aux Premières Nations du Canada.

Michel Gourd
L'Ascension-de-Patapédia
Le 30 décembre 2012

LIBRE OPINION

Mes non-souhaits au premier ministre Harper

GÉRARD ST-DENIS
Drummondville

Monsieur Harper, Je ne peux vous offrir mes souhaits. J'aurai 75 ans bientôt et c'est la première fois que je ne peux offrir à mon premier ministre mes souhaits de la saison.

Pour commencer, vous n'êtes pas le premier ministre des Québécois. Tout au long de l'année 2012, vous avez posé geste par-dessus geste à l'encontre de nos valeurs et de nos aspirations et vous prenez un malin plaisir à faire souffrir les gens. C'est étonnant, de la part d'un premier ministre, mais c'est cela.

Vous êtes imperturbable, imbu de rancœur envers le Québec parce que la très grande majorité des Québécois n'a pas voté pour les conservateurs.

Vous ne possédez aucune compassion. Pour des fins purement électoralistes, vous avez forcé votre ministre des Finances, pour bien préparer les prochaines élections, à atteindre le déficit zéro en 2015 au lieu de 2016. Ceci a pour effet de punir des dizaines de milliers de Canadiens, et toute proportion gardée plus de Québécois, par des coupes insensées qui vont faire du tort particulièrement aux travailleurs saison-

niers, ces travailleurs les plus vulnérables. Pourquoi s'attaquer à eux? Ils sont très nombreux au Québec.

Les parcs, les bureaux de poste...

Comment justifier les compressions à l'Institut Maurice-Lamontagne, le seul centre de recherche francophone au pays spécialisé dans les sciences de la mer? Son défaut, être au Québec et francophone?

Jamais un gouvernement dans le passé n'avait fermé un des parcs nationaux. Vous venez de le faire avec le parc Forillon.

Comment se fait-il que grâce à une recherche, parue dans *Le Devoir*, on découvre que, toute proportion gardée, il y a plus de bureaux de poste qu'on ferme au Québec qu'ailleurs, et surtout dans les comtés qui n'ont pas élu un député conservateur? Le hasard fait bien les choses!

Que penser de votre refus d'avoir des juges bilingues à la Cour suprême? Il y a donc dans votre esprit deux justices, l'une pour les anglophones et l'autre pour les francophones.

Sans oublier les milliards de dollars que vous voulez engloutir à des fins militaires, en donnant des contrats sans appel d'offres, et surtout en refusant de donner les informations requises aux membres du Parlement, que, entre

nous, vous méprisez royalement.

En 2012, vous avez dépensé environ 20 millions de dollars pour triturer les événements historiques de 1812. Tous les professeurs d'histoire sérieux ont fait des gorges chaudes de votre publicité. Mieux vaut avoir un ministre créacionniste, qui croit à Adam et Ève et la pomme, qu'un ministre qui manipule l'histoire à des fins partisans.

Tout est royal

On ne saurait passer sous silence vos sorties à l'emporte-pièce sur la monarchie. Tout est devenu royal. Cela ne nous impressionne pas.

Votre arrogance envers les peuples autochtones témoigne du peu de respect que vous avez envers ceux-ci, un véritable camouflage. Plus de 200 communautés autochtones sur 643 qui sont sous juridiction fédérale n'ont pas d'eau courante. Cela vous laisse indifférent. Où est votre humanité?

Vous avez encore, en 2012, fait fi du véritable parlementarisme, fondement même de notre démocratie. Vos deux projets mammoth en témoignent. Plus de 1800 amendements suggérés par l'opposition. Aucun n'a été retenu. Ça parle tout seul, une telle attitude. Il n'y a qu'une vérité, c'est celle des conservateurs.

En 2012, les scientifiques aussi font les frais

de votre politique de noirceur. Quand ils ne sont pas muselés, ils sont ignorés ou remerciés. Que de décisions prises contre l'avis des chercheurs, c'est triste à mourir.

Enfin, mentionnons que les archivistes et bibliothécaires fédéraux n'ont pas les moyens de documenter adéquatement notre époque, mais on a dépensé des millions pour le Jubilé de la reine.

Sur le plan international, le Canada a encore mordu la poussière. Dans le dossier Palestine, il a fait mouche. Son appui aveugle à l'État d'Israël place le Canada dans une position vulnérable. Jamais le Canada n'a eu si peu d'influence sur le plan international. En quelques années, les conservateurs ont détruit 50 ans de politique dynamique, conciliante et basée sur la paix et non sur la guerre.

Je vous rappelle que deux Canadiens sur trois n'ont pas voté pour votre parti. Vous étiez censé être le premier ministre de tous les Canadiens. Ce n'est pas le cas.

Comme vous le dites si bien, on coupe. Or, en effet, monsieur le premier ministre, je coupe mes souhaits à votre égard et je les garde pour ceux et celles qui ont eu à souffrir de vos décisions trop souvent idéologiques et non fondées qui ont fait encore reculer le Canada. Une triste année 2012. Vous en êtes responsable.

IDÉES

LA SUÈDE ET LE QUÉBEC QU'ELLE NOUS INSPIRE

La confiance au service de l'innovation

DOMINIC CHAMPAGNE
GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
MIRIAM FAHMY
PASCALE NAVARRO
PAUL ST-PIERRE-PLAMONDON

Les auteurs reviennent d'une mission d'exploration du modèle suédois.

Premier d'une série de trois textes

Le Québec est à la croisée des chemins. Le climat de méfiance à l'égard des pouvoirs publics et de l'économie nuit à l'espoir, à l'optimisme. Il faut renverser la vapeur, mettre à jour nos connaissances sur ce qui se fait de mieux dans le monde. Le modèle suédois nous a attirés parce que, comme au Québec, il est bâti sur l'importance de la démocratie, de l'intervention de l'État et de la redistribution de la richesse. Mais les Suédois parviennent mieux que nous à réduire les inégalités et à redistribuer la richesse, et leur économie, plus productive, contribue à mieux gérer la dette publique. Comment font-ils? Nous sommes allés voir.

Notre premier constat, qui tranche radicalement avec la situation québécoise, est le suivant : les Suédois misent sur la confiance. Confiance envers les institutions publiques, les entreprises privées, les gouvernements et leurs concitoyens. Par exemple, en Suède, les contrats ne comportent pas un nombre incalculable de clauses en petits caractères, mais se excellent plutôt sur une poignée de main, après entente écrite ou verbale sur les points impor-

tants. Une approche bien différente de ce qui prévaut en Amérique du Nord.

Cette confiance a son pendant : les Suédois ne tolèrent aucunement la corruption. Toute tricherie est systématiquement et sévèrement punie. Là-bas, lorsqu'une personne ou une organisation triche, détourne, abuse d'une situation, on ne rétorque pas en disant que c'est « normal », au sens de « tout le monde le fait ». Au contraire, si quelqu'un rompt le contrat social, il sera sanctionné, et durement.

Mona Sahlin, aspirante à la fonction présidentielle, en a fait l'expérience douloureuse lorsqu'elle a dû retirer sa candidature à la suite de l'« affaire Toblerone », où il a été révélé qu'elle avait utilisé sa carte bancaire professionnelle pour des petits achats privés, dont une tablette de chocolat. Les Suédois ont compris qu'en sanctionnant toute forme de corruption, ils contribuaient à la prospérité sociale et économique de leur nation.

Cette confiance s'appuie également sur un levier de taille : la grande transparence qui règne dans les affaires publiques. Par exemple, si un citoyen demande à avoir accès à un document des finances publiques, il n'a pas besoin de s'identifier ni de dire pourquoi il désire cet accès. Le document doit être fourni dans un délai raisonnable. Idem avec les déclarations de revenus des particuliers : celles-ci sont publiques et accessibles à tous, sur demande!

Permis d'innover

Ce principe de « tolérance zéro » à la tricherie rend les Suédois plus ouverts au changement : les gouvernements ont les coudées franches pour innover. Tant les mesures environnementales avant-gardistes que les expérimentations dans les modes de livraison des services de santé par le privé sont rendues possibles par la

confiance qui règne : les Suédois savent que l'intérêt public est toujours dans la ligne de mire de leurs gouvernants, qu'ils soient de droite ou de gauche.

C'est ainsi que des réformes comme celle sur les régimes de retraite, évoquée récemment par l'Institut économique de Montréal, ont été mises en place. Devant certains problèmes identifiés, loin de proposer directement des solutions venues d'en haut, les Suédois ont amorcé une réflexion collective mettant à profit, de façon transparente, tous les partis, syndicats, institutions, entreprises et citoyens impliqués. Ils ont évalué différentes options et ont choisi celle qu'ils trouvaient la mieux adaptée à leur situation, dans une vision à long terme. Et ils ont fait un suivi par la suite pour évaluer les impacts et apporter les adaptations nécessaires.

Dans un tel climat de transparence et de confiance, beaucoup de choses sont possibles.

Est-ce que de telles réformes de la fonction publique ou des régimes de retraite seraient souhaitables pour le Québec? Seule une réflexion en profondeur, impliquant toutes les parties prenantes, permettrait de le savoir. Il est toutefois essentiel de rappeler que plus de 70% des travailleurs sont syndiqués en Suède, ce qui rend l'introduction de la concurrence ou de changements budgétaires moins périlleux pour la classe moyenne. De plus, la Suède misant sur une taxe de vente et des paliers d'imposition sur le revenu beaucoup plus élevés qu'au Québec, elle est en mesure de garantir à ses citoyens un filet social propre à maintenir la confiance même lors de décisions budgétaires ou économiques difficiles.

Les pressions de la mondialisation

Comme tous les autres États-providence, l'État suédois est soumis aux pressions de la

mondialisation et du néolibéralisme. Mais la Suède se distingue en deux points : contrairement à d'autres pays, elle n'a pas rejeté le vocabulaire social-démocrate, dont les mots-clés sont encore bien présents dans le discours ambiant : protection sociale, égalité, sécurité, bien-être. Parce que le champ lexical de la solidarité persiste dans le discours, la réalité qu'il représente continue d'être non seulement souhaitable, mais possible aux yeux des Suédois ; tandis que l'Amérique du Nord et beaucoup de pays de l'Europe continentale allèguent l'impossibilité de maintenir en place une forte protection sociale en raison de son coût élevé, la Suède cherche des nouveaux moyens d'atteindre l'égalité. L'égalité continue d'être la cible, ce sont les moyens qui changent.

Pour les Suédois, l'univers des possibles n'a donc pas rétréci. Ils n'ont pas réduit leur vision du monde à deux propositions antinomiques : prospérité ou égalité. Ils ont continué de croire dans la possibilité d'un État-providence qui conjugue les deux, et ont choisi d'adapter les moyens d'y parvenir.

La droite ou la gauche québécoises seraient-elles disposées à envisager des nouvelles façons d'atteindre l'égalité et la prospérité? Pour le moment, rien ne le laisse présager. La disposition à innover, à prendre des risques, se nourrit de la confiance et de la transparence. Au Québec, la méfiance (justifiée ou non) à l'égard des pouvoirs publics, privés et associatifs a engendré une rigidité dans la pensée qui empêche la recherche de solutions consensuelles et innovantes. La confiance, et la flexibilité cognitive qui l'accompagne, sont à édifier d'urgence pour relever les défis actuels et futurs du Québec!

Demain : La compétitivité pour mieux servir la solidarité

LA RÉPLIQUE > LE DEVOIR DE PHILO

Toute parole est politique

MARTINE DELVAUX

Écrivaine, professeure à l'UQAM

C'est le 30 décembre. Les fêtes de Noël sont presque terminées, la fin du monde n'a pas eu lieu, on attend la nouvelle année au chiffre si malchanceux. Dans les derniers jours, une étudiante indienne s'est enlevé la vie après avoir été victime d'un viol collectif : c'est la deuxième jeune femme violée qui s'enlève la vie dans ce pays au cours des dernières semaines. On dira peut-être que ça n'a rien à voir. Mais pour moi, aujourd'hui, c'est un point de départ.

Dans son Devoir de philo du samedi 29 décembre, sous le titre *Materner est-il dépassé?*, Annie Cloutier cite les propos controversés de Carla Bruni-Sarkozy, les mots qui ont fait le tour de la toile en un temps record : « Dans ma génération, on n'a pas besoin d'être féministe. Il y a des pionnières qui ont ouvert la brèche. Je ne suis pas du tout militante féministe. En revanche, je suis bourgeoise. »

Comme bien des femmes, féministes de surcroît, je me suis hérissée en lisant ces mots. Mais ce qui a retenu mon attention, c'est la locution qu'utilise Carla Bruni-Sarkozy : un « en revanche » drôlement situé, qui donne l'impression que le fait d'être bourgeoise vient compenser le fait de ne pas être militante féministe. Annie Cloutier fait l'impasse sur cette locution...

Annie Cloutier voit clairement que Carla Bruni-Sarkozy ne sent aucun trouble dans le fait de se vautrer dans son privilège financier. Elle glisse très doucement, presque imperceptiblement, du bonheur d'être mère à celui d'être « bourgeoise ». C'est une attitude « frondeuse », affirme Annie Cloutier, que celle de cette femme qui nous « jette au visage » le bonheur qu'elle prend à la maternité. Pourtant, il ne s'agit pas de n'importe quelle maternité ; il s'agit bien d'un « materner » bourgeois. En revanche, ce qui discolpe l'ex-première dame de la France, affirme Annie Cloutier, c'est qu'elle ne parle ici que d'elle-même, en son propre nom.

Pas n'importe qui

Pour moi, c'est bien là que le bât blesse. Ce ne sont pas tant les propos de Carla Bruni-Sarkozy qui me choquent (au pire, je les trouve inintéressants) ; c'est le fait qu'elle parle sans conscience apparente de ce qu'elle dit et de qui elle est pour le dire. Elle parle depuis ce privilège qui lui permet d'être invisible, c'est-à-dire de ne pas avoir à défendre son identité. Elle n'est pas militante féministe ; « en revanche », elle est bourgeoise. Faut-il comprendre que la seule identité à défendre, pour elle, c'est le privilège que représente cette bourgeoisie?

Annie Leclerc doit se tourner dans sa tombe devant cette cohabitation forcée avec Carla Bruni-Sarkozy. Et contrairement à ce que suggère Annie Cloutier, qui appuie ses propos sur ceux de Leclerc, cette dernière ne laisserait sans doute pas cette parole s'emmêler à celle des autres, justement parce que Annie Leclerc était une penseuse nuancée, subtile, et au savoir situé.



Carla Bruni-Sarkozy, qu'elle le veuille ou non, est une femme publique. Elle n'est pas une nobody, elle est une star.

LE DÉCLENCHEUR

Parler pour soi

« Au fond, Carla Bruni-Sarkozy n'a parlé que d'elle-même et c'est cela qui ne passe pas. Un certain féminisme, comme toutes les idéologies, exige une adhésion aux dogmes et une ascèse constante, sans faille, une solidarité, tant sur les sites Internet polémiques que dans le confort feutré d'une villa parisienne. »

Annie Cloutier, *Le Devoir*, 29 et 30 décembre 2012

Annie Leclerc doit aussi se tourner dans sa tombe, placée qu'elle est dans le même panier que Nancy Huston, qui fait dans un essentialisme débridé quand il est question des femmes, parlant elle aussi depuis un privilège dont elle nous bassine les oreilles depuis des décennies : celui de la beauté.

La parole ne s'énonce pas dans un vide. La parole est située. La sottise, c'est la parole inconsciente, la langue qui n'a pas fait plusieurs tours avant de parler. Ainsi, celle de Carla Bruni-Sarkozy n'est pas « à la fois géniale et

sotte », comme le suggère Annie Cloutier, et elle n'est certainement pas humble — justement parce que c'est elle qui parle depuis le privilège qui est le sien.

« Qui elle est » doit nécessairement être pris en compte parce que cette parole est nécessairement politique. Carla Bruni-Sarkozy ne parle pas dans son salon en tête-à-tête avec des amis (ce qui ne lui permettrait pas, de toute façon, d'éviter le politique). Elle parle dans le magazine *Vogue*, et sa parole se déploie dans la sphère publique. Carla Bruni-Sarkozy, qu'elle le veuille ou non, est une femme publique. Elle n'est pas une nobody, elle est une star. Et ce statut de star interdit de façon encore plus forte qu'elle parle en son nom propre.

Alors oui, Annie Cloutier a tout à fait raison : nous avons besoin de Carla Bruni-Sarkozy. Nous avons besoin d'elle pour nous souvenir que la parole est politique, que toute parole est politique, et que c'est pour cette raison qu'on a besoin du féminisme.

Moi, celle qui parle ici, j'ai besoin d'être féministe parce que j'ai besoin d'être consciente du privilège qui est le mien, celui d'être Blanche, Québécoise, de classe moyenne, éduquée, en bonne santé, professeure, écrivaine, mère, fille, et amante dans des conditions souvent excellentes... En revanche, je suis militante féministe.

BYE BYE 2012

À chacun son métier

VÉRONIQUE TREMPÉ

Montréal

Le soir du 31 décembre... Au Québec, c'est plus sacré que la messe de minuit, un nombre record d'entre nous est rivé devant le téléviseur qui nous livre un concentré de dérision des personnalités et des événements marquants de l'année qui s'achève. Comme dirait l'autre, le ridicule ne tue pas, vaut mieux en rire qu'en pleurer, et bonne année grand nez!

Tout le monde se tape les cuisses, tant que ça reste dans les limites du « gentil ». Parce qu'au Québec, nos « personnalités », c'est du nourri comme nous, on les croise chez Costco après tout...

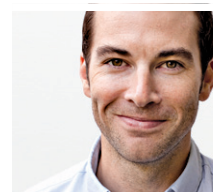
Nos politiciens sont effectivement, je suppose, des gens comme nous. Le soir du 31, ils rigolent, certainement jaune parfois, de la caricature que nos « fous » font de leurs contradictions, de leurs tics nerveux et de la couleur de leur cravate! Jusque-là, tout va bien, c'est comme lorsque les élèves se moquent du professeur qui a le dos tourné. Mais si ce dernier se retourne et rit avec ces élèves, il me semble qu'il y a un malaise...

C'est exactement le même genre de malaise que j'ai ressenti en voyant Pauline Marois dans la publicité du *Bye Bye 2012*. A titre de chef d'État, elle occupe une fonction d'autorité qui l'oblige, selon moi, à rester au-dessus de la mêlée. Son association publique à un mouvement de satire de l'appareil gouvernemental et de ses acteurs contribue à rendre dérisoire toute la symbolique de respect envers l'institution gouvernementale dont elle est la dirigeante. Les honorables, le salon rouge, l'Ordre du Québec... au fond, elle est peut-être là, la *commedia dell'arte*!

Bien sûr, leurs conseillers en image doivent leur dire qu'il est de bon ton de se montrer humain, que ça se fait partout. Ils appliquent leur science prédictive de l'effet sur l'opinion publique et si c'est un « go », la première ministre déplace son cortège payé par l'État jusqu'au studio de télé pour une petite incursion dans le monde de la variété!

Loin de moi l'idée de jouer les trouble-fête, mais je me demande qui les politiciens servent en se prêtant à ce petit jeu. Est-ce que ça aide à la mise en œuvre des politiques et des priorités du gouvernement en place? Parce que c'est ça, la « job » qu'on leur a confiée après tout.

Ceux qui nous dirigent n'ont pas le mandat de nous divertir, et leur présence médiatique devrait, selon moi, se limiter aux tribunes sur lesquelles ils expliquent leurs actions gouvernementales. Et puis, entre vous et moi, on les voit assez comme ça, non?



La chronique de David Desjardins fait relâche cette semaine.

ACTUALITÉS

SYRIE

SUITE DE LA PAGE 1

croisant les données, ils concluent que près de 60 000 personnes ont perdu la vie. Seules les victimes dont le nom, la date et le lieu de la mort étaient disponibles figurent sur cette liste, ce qui laisse présager un bilan d'autant plus meurtrier. Un nombre significatif de décès pourraient ne pas avoir été recensés.

La majorité des victimes ont été tuées à Homs, dans les banlieues de Damas, à Idlib, Alep, Daraa et Hama. Les trois quarts sont des hommes.

Escalade de la violence

Le conflit se fait de plus en plus meurtrier, souligne également l'ONU. De 1000 morts par mois à l'été 2011, on en recense aujourd'hui environ 5000 par mois.

«Étant donné que le conflit s'est poursuivi sans relâche depuis fin novembre, nous pouvons supposer que plus de 60 000 personnes ont été tuées», a dit la haute-commissaire Navi Pillay dans un communiqué, estimant ce nombre «bien plus élevé qu'attendu et réellement choquant».

«On assiste à une prolifération de crimes graves par les deux parties, y compris des crimes de guerre et, très probablement, des crimes contre l'humanité», a-t-elle dénoncé.

Elle décrie l'inaction de la communauté internationale, qui laisse la situation dégénérer. «L'incapacité de la communauté internationale, et en particulier du Conseil de sécurité, à prendre des mesures concrètes pour faire cesser le bain de sang est une honte pour nous tous», a dit M^{me} Pillay. «Collectivement, nous avons laissé traîner les choses pendant que la Syrie brûlait.»

«Bien que cette analyse soit la plus détaillée et la plus large menée sur le nombre de morts à ce jour, il ne s'agit en aucun cas d'un chiffre définitif», avertit la haute-commissaire. «Nous n'avons pas été autorisés à nous rendre en Syrie depuis le début des troubles en mars 2011.» Elle en appelle à des enquêtes indépendantes dès que le climat le permettra pour retrouver les coupables des atrocités commises depuis le début du conflit.

M^{me} Pillay se fait pessimiste pour les prochaines semaines. «A moins d'une résolution rapide du conflit, je crains que des milliers d'autres personnes ne meurent ou ne soient gravement blessées, du fait de personnes qui croient obstinément que de plus grandes effusions de sang, que plus de tortures et de destructions insensées pourront changer quelque chose.»

L'agence de l'ONU pour les réfugiés estime par ailleurs que 84 000 Syriens ont fui le pays durant le seul mois de décembre, portant le total des réfugiés syriens dans les pays de la ré-

gion à environ un demi-million. Les déplacés intérieurs seraient encore plus nombreux.

Frappe meurtrière

Mercredi, une frappe de l'aviation syrienne contre une station-service d'une banlieue de Damas a encore fait grimper le bilan des victimes. Selon des militants antirégime, des dizaines de personnes ont été tuées et blessées par la frappe, qui a provoqué un gigantesque incendie laissant dans son sillage des corps déchiquetés. Il pourrait s'agir de l'une des attaques les plus meurtrières depuis des semaines en Syrie.

Selon Mohamed Saeed, un opposant qui s'est rendu sur les lieux de la frappe à Mleiha, un missile s'est abattu sur la station-service alors que des automobilistes faisaient la file dans leur véhicule pour s'approvisionner en essence. La Syrie fait face à une pénurie d'essence et les citoyens doivent souvent patienter pendant des heures.

Les Syriens s'étaient agglutinés autour de cette station-service enfin ravitaillée. Un témoin cité par le *New York Times*, qui a quitté les lieux juste avant la frappe, estime qu'il s'agissait d'un piège des troupes du régime syrien. Selon les témoins, une trentaine de corps pouvaient être dénombrés sur les lieux de l'attentat.

De plus, un bilan provisoire de l'Observatoire syrien des droits de l'homme recense 127 morts pour la seule journée de mercredi. Parmi eux, 60 civils et une vingtaine de rebelles tués dans la foulée des attaques contre les aéroports militaires au nord du pays et la



Des rebelles syriens constatent les dégâts dans une banlieue d'Alep.

AGENCE FRANCE-PRESSE

BATAILLE

SUITE DE LA PAGE 1

mique», a rappelé le FMI. Les États-Unis sont toutefois loin d'être tirés d'affaire, a-t-il prévenu avant d'en appeler à l'adoption d'un «plan complet» d'assainissement des finances publiques. Les agences de notation ont été encore plus directes. «L'accord [de mardi] ne fait pas grand-chose pour remettre les finances publiques américaines sur une trajectoire plus viable à moyen terme», a estimé Standard & Poor's.

Le président démocrate, Barack Obama, avait lui-même admis, dans les minutes qui avaient suivi la ratification par la Chambre des représentants (à majorité républicaine) du compromis soumis par le Sénat (à majorité démocrate), que l'accord ne constituait qu'un «petit pas». «J'espère que dans la nouvelle année, nous nous essaierons d'élaborer un marché de ce type avec un peu moins de drame, un peu moins de jusqu'au-boutisme, en ne flanquant pas autant la frousse aux gens», avait-il ajouté avant de repartir pour son Hawaï natale pour y reprendre ses vacances de Noël interrompues par la crise politique.

Hausse d'impôt pour la classe moyenne

Adoptée au Sénat dans la nuit de mardi par une confortable majorité de 89 voix pour et seulement 8 contre (dont 5 des 47 sénateurs républicains), l'entente a rencontré par la suite une forte opposition à l'autre chambre du Congrès. Après force de torsion de bras et de gros mots — qui ont fait les délices de la presse américaine —, le compromis y a néanmoins recueilli — 21 heures plus tard — l'appui de 257 représentants, dont 85 républicains, 167 autres (dont 16 démocrates) continuant de le rejeter.

Cet accord prévoit notamment le relèvement de 35 à 39,6% de l'impôt sur le revenu des particuliers gagnant plus de 400 000\$ par année et des ménages gagnant plus de 450 000\$. Ces contribuables les plus riches verront aussi augmenter l'impôt sur leurs gains en capitaux. Les quelque deux millions de chômeurs de longue durée qui devaient perdre leurs prestations ce mois-ci les ont également vues prolongées pour un an.

Ces hausses d'impôts, qui épargnent plus de 98% des contribuables, et les cris scandalisés de nombreux républicains pourraient laisser croire à une victoire du camp démocrate. Or, de plus en plus d'observateurs, de gauche comme

de droite, en doutaient mercredi.

Il faut dire que l'entente consiste moins en une nouvelle hausse d'impôt pour les plus riches qu'à rendre permanentes pour les autres toute une série de baisses d'impôts, jusque-là temporaires, du précédent gouvernement Bush. Elle représente également un recul important pour Barack Obama, qui avait dit et redit, avant et durant la campagne présidentielle, que les annulations de baisses d'impôt s'appliqueraient à partir de 250 000\$ de revenu annuel. «Il y a quelques années seulement, cette entente aurait été un rêve devenu réalité pour les républicains», a observé mardi Jonathan Weisman dans le *New York Times*.

Il faut dire aussi qu'un autre congé fiscal n'a pas été reconduit, et que celui-ci viendra augmenter de plus de 1000\$ par année les taxes sur le salaire que doit payer le travailleur américain moyen. «Ce qu'on constate, dans les faits, c'est que les hausses d'impôt les plus faibles iront aux contribuables qui gagnent entre 200 000\$ et 400 000\$», a observé en entretien téléphonique au *Devoir* Pierre Martin, professeur titulaire de la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal.

Loin de réduire le problème de la dette, le coût de l'ensemble des mesures s'éleverait à 4000 milliards sur 10 ans.

Nouvelle échéance, nouveau choc

Le choc final entre la gauche et la droite américaines sur la question du mur budgétaire semble avoir été remis à plus tard, le Congrès ayant reporté de deux mois l'entrée en vigueur des compressions de dépenses qui devaient automatiquement entrer en vigueur cette semaine. Cette nouvelle échéance devrait coïncider à quelques jours près avec le moment où le gouvernement fédéral aura besoin que le Congrès relève encore une fois le plafond légal de sa dette permise. La dernière fois que ce plafond avait eu besoin d'être relevé à l'été 2011, les débats entre démocrates et républicains s'étaient enfoncés dans une telle impasse que les États-Unis avaient vu leur note de crédit abaissée.

Dans le camp démocrate, on fait savoir que chaque réduction de dépense devra s'accompagner de revenu supplémentaire équivalent. Dans le camp républicain, on dit que le volet des hausses d'impôt est réglé et qu'il faut maintenant s'attaquer aux compressions dans les grands programmes sociaux, tels que le régime public de pension et l'assurance maladie pour les personnes âgées et les plus démunis.

base de Wadi Deif, contrôlés par l'armée.

James Foley enlevé

La famille de James Foley, un journaliste indépendant américain rompu à la couverture des conflits armés, a confirmé que ce dernier a été enlevé à la fin novembre dans le nord du pays.

James Foley, 39 ans, est un reporter de guerre très expérimenté qui a couvert les principaux conflits de ces dernières années.

Selon les témoignages recueillis par l'AFP, il a été arrêté le 22 novembre près de la ville de Taftanaz par quatre hommes armés de Kalachnikov, qui ont ensuite relâché son chauffeur et son traducteur. Ses proches sont depuis cette date sans aucune nouvelle de lui.

La famille de James Foley avait demandé jusqu'ici que le silence soit gardé sur cet enlèvement, espérant que cette discrétion favoriserait les efforts en vue de sa libération. Mais, après six semaines, elle a décidé mercredi de le rendre public.

«Nous voulons que James revienne à la maison sain et sauf, ou au moins, nous avons besoin de lui parler pour savoir qu'il va bien, a déclaré son père, John Foley. James est un journaliste sans parti pris et nous appelons à sa libération. À ceux qui détiennent James, s'il vous plaît, contactez-nous, et nous pourrions œuvrer à sa libération», a-t-il ajouté.

Avec l'Agence France-Presse et Associated Press
Le Devoir

MARCHESSAULT

SUITE DE LA PAGE 1

«Son œuvre est un immense hommage aux femmes»

rir en plein midi, toute nue loin de mes amis. Si vous voulez ma langue, je vous la donne. J'irai par les chemins et je raconterai ces histoires brûlantes qui résonnent dans le fond de mon crâne quand les bronzes s'éveillent. Entonnée par Pol Pelletier lors de l'entrevue avec *Le Devoir*, la langue poétique de *La pérégrin chérubinique* ne se fait plus seulement mystique, mais prémonitoire.

Pour la comédienne, qui révérait le travail de Jovette Marchessault et déplorait qu'il soit si méconnu, cette dernière est morte «de solitude et d'abandon», dans sa maison de Danville dans les Cantons de l'Est où elle s'est établie il y a 30 ans, plus que de maladie ou de vieillesse. «Son œuvre est un immense hommage aux femmes», résume-t-elle. «C'est pour ça qu'elle a été oubliée, balayée, parce qu'au Québec, on est un peuple qui tue ses femmes.»

«C'est parmi les plus beaux textes que j'ai interprétés au théâtre», confiait pour sa part Andrée Lachapelle, à Radio-Canada mardi. La comédienne a joué dans quelques-unes de ses pièces, dont *La saga des poules mouillées* au Théâtre du Nouveau Monde en 1981. Sur le fil Twitter, l'actrice Louise La-traverse évoquait un «Souvenir mémorable d'Anaïs dans la queue de la comète [joué] au Quat'Sous en 85».

Il aura fallu attendre l'ouvrage de deux universitaires américaines — *L'imaginaire littéraire et artistique de Jovette Marchessault*, de Celita Lamar et Roseanna Dufault, paru aux Éditions du remue-ménage en 2012, pour rappeler l'œuvre littéraire à la mémoire et l'analyser en profondeur. D'ailleurs, le collègue Alexandre Cadieux a pu mesurer lors d'un récent colloque à quel point l'auteure québécoise est beaucoup plus étudiée dans les universités de l'autre côté de la frontière, dans les départements de «gender studies».

Artiste autodidacte

Née à Montréal en février 1938, Jovette Marchessault est issue d'un milieu ouvrier modeste. Elle abandonne l'école pour travailler dans une usine de textile dès l'adolescence, où elle côtoie des femmes modestes de tous les horizons.

À l'aube de la trentaine, la mort de sa grand-mère la pousse à abandonner ses menus métiers pour entreprendre une traversée «initiatique» des Amériques à la fin des années 1950, qui teintera ses écrits par la suite. Mais c'est d'abord aux arts visuels qu'elle se consacre. Dans les années 1970, elle présente ses fresques, masques et sculptures dans le cadre d'une trentaine d'expositions en solo au Québec, à Toronto, à New York, à Paris et à Bruxelles.

«Elle faisait des espèces des grands personnages qu'elle appelait des femmes telluriques avec des morceaux de plywood parce qu'elle était très pauvre», raconte Pol Pelletier.

Parallèlement à ses œuvres plastiques, l'artiste autodidacte ajoute la plume à sa palette. En 1975, elle publie le premier volet de la trilogie romanesque *Comme une enfant de la terre*; *Le crachat solaire* lui vaudra le prix France-Québec en 1976.

La voix de Jovette Marchessault occupera ensuite la scène des théâtres, grâce notamment à Pol Pelletier, qui monte en 1979 *Les vaches de nuit*, au Théâtre expérimental des femmes, ancêtre de l'actuel Espace Go. S'en suivent *La saga des poules mouillées* (1981), *La Terre est trop courte*, *Violette Leduc* (1981), *Anaïs dans la queue de la comète* (1985), et *Le voyage magnifique d'Emily Carr*, qui lui valut en 1992 le prix du Gouverneur général dans la catégorie théâtre.

Elle livre aussi *Triptyque lesbien* (1980), qui résonnera tant chez les francophones que les anglophones, *Le lion de Bangor* (1993) et *Madame Blavatsky, spirite* (1998). L'auteure a également collaboré à plusieurs publications, dont *Le Devoir*, les magazines *La Vie en rose* et *Châtelaine*, et la revue *La Nouvelle Barre du jour*, en plus de mener une charge de cours en théâtre à l'UQAM.

«Elle a écrit des pièces avec les personnages de Gertrude Stein, Ernest Hemingway, Anaïs Nin», rapporte encore Pol Pelletier. Elle avait un don: elle allait chercher des vies de femmes excitantes, triomphantes, déchirantes aussi. Elle devenait les personnages.»

Féministe dans l'âme autant que le verbe, Jovette Marchessault voulait réhabiliter «l'imaginaire violé» des femmes qui évoluent souvent dans l'ombre des hommes, comme le dit le personnage de Renée Vivien dans *Alice et Gertrude*, *Natalie et Renée et ce cher Ernest*, créée à l'Atelier continu en 1984. Ses pièces s'attachaient à révéler une écriture et une histoire propres au deuxième sexe.

«Elle a voulu faire découvrir le langage des femmes pour remettre à l'honneur [leur] parole et [leur] esprit», comme l'affirmait si justement la comédienne Andrée Lachapelle. Ultime traversée littéraire qui s'achève, mais dont le souffle profond, an-cstral, lui surviva.

Le Devoir

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390